



Made in Pro

Pour celles & ceux
qui entreprennent

#4 | Janvier 2026



De nouvelles
rubriques et toujours
plus de conseils pour
vous accompagner
dans votre vie de
chef.fe d'entreprise

Bienvenue !

Nous sommes heureux de vous faire découvrir la nouvelle maquette de Made in Pro

Sommaire

EDITO	4
LES ATOUTS DU CRÉDIT BAIL	9
LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES MANDATAIRES SOCIAUX	13
5 OUTILS NUMÉRIQUES INDISPENSABLES	17

Mentions légales

MON COURTIER LOCAL

SASU - RCS Rodez 939137014 - Siège social : 8 lotissement La Landette 12140 Golinhan / Tél. : 06 83 76 10 08 - Inscrite à l'ORIAS sous le numéro 25000879 dans la catégorie courtier en opérations de banque et services de paiement et courtier en assurance (www.orias.fr) - Membre indépendant du Label Made in Courtage sous le numéro 25003 - <https://mon-courtier-local.fr/>

Made in Immo est un service proposé par HIELLO SAS, au capital de 10.000 euros, RCS Lisieux 837 486 695, inscrite à l'ORIAS sous le numéro 18 005 593 dans la catégorie mandataire en opérations de banque et services de paiement et courtier d'assurance (www.orias.fr). Retrouvez-nous sur <https://madeincourtage.fr>

mic.



Edito

2026 : CROISSANCE SOUS CONTRAINTE, INFLATION SOUS SURVEILLANCE

L'année 2026 s'ouvre sur un paysage économique mondial qui n'a plus grand-chose à voir avec celui d'avant-crise. Les repères ont changé, les certitudes aussi. Après plusieurs années de chocs successifs, sanitaires, géopolitiques et monétaires, l'économie mondiale n'est ni convalescente, ni pleinement remise. Elle avance, mais à un rythme constraint, dans un environnement où la stabilité est devenue un objectif en soi.

Les prévisions économiques pour 2026 ne dessinent pas un grand récit de croissance triomphante. Elles racontent plutôt une histoire d'équilibre fragile, de vigilance permanente et d'arbitrages complexes. Un monde qui ne s'effondre pas, mais qui ne s'emballe plus.

Une croissance mondiale ralentie mais résiliente

Au niveau international, le consensus des grandes institutions est relativement clair : la croissance mondiale devrait se situer autour de 2,5 à 3 % en 2026. Un chiffre modeste, inférieur aux moyennes historiques, mais suffisant pour éviter une récession globale.

Ce ralentissement n'est pas uniquement conjoncturel. Il s'inscrit dans une dynamique plus profonde, marquée par une mondialisation plus fragmentée, des échanges commerciaux plus politisés, des chaînes de valeur redessinées et une prudence accrue des acteurs économiques.

Les États-Unis devraient continuer d'afficher une croissance positive, portée par la consommation intérieure et l'investissement technologique, notamment autour de l'intelligence artificielle et des infrastructures numériques. Mais là aussi, le tempo ralentit. Le cycle n'est plus à l'accélération, mais à la consolidation.

La Chine, de son côté, poursuit une transition délicate vers un modèle davantage centré sur sa demande intérieure. La croissance reste présente, mais moins spectaculaire qu'auparavant, et plus dépendante de choix politiques internes que de la dynamique des exportations.

L'Europe, enfin, demeure la zone la plus exposée à ce ralentissement mondial. Croissance faible, marges budgétaires limitées, dépendance énergétique encore partiellement résolue : le Vieux Continent avance prudemment, conscient que le moindre choc externe peut rapidement déséquilibrer l'ensemble.

Inflation : la décrue sans relâchement de la vigilance

Si la croissance est sous contrainte, l'inflation reste l'un des principaux sujets de surveillance en 2026. Après les pics observés entre 2022 et 2024, la hausse des prix a nettement ralenti dans la plupart des économies avancées. Cette décrue est réelle. Mais elle ne signe pas un retour immédiat à la normalité d'avant-crise. L'inflation de 2026 n'est plus celle des chocs énergétiques ou des ruptures brutales d'approvisionnement. Elle est plus diffuse, plus hétérogène. Elle se concentre principalement dans les services, certains coûts salariaux et quelques matières premières stratégiques.

Autrement dit, l'inflation a reflué, mais elle appelle encore de la vigilance.

C'est ce qui explique la prudence persistante des banques centrales. Les politiques monétaires restent globalement restrictives, même si un assouplissement progressif est envisagé. Les taux d'intérêt pourraient amorcer une décrue, mais sans retour rapide à l'argent abondant et peu cher. Le message est clair : le cycle des taux exceptionnellement bas appartient au passé. Pour les entreprises comme pour les ménages, cela signifie une chose essentielle : le coût du capital reste un paramètre central. Les décisions d'investissement, de financement ou de développement devront continuer d'être justifiées, argumentées et structurées.

Focus France : avancer sans faux pas

Dans ce contexte international tendu mais relativement stabilisé, la France aborde 2026 avec des perspectives modestes, mais pas négatives. Les prévisions tablent sur une croissance autour de 1 %, portée principalement par la consommation des ménages et certains investissements ciblés.

La bonne nouvelle réside dans le reflux progressif de l'inflation. Sans revenir à des niveaux historiquement bas, la hausse des prix devrait rester contenue. Cela redonne un peu d'oxygène au pouvoir d'achat et contribue à installer un climat économique moins anxiogène qu'au cours des années précédentes.

Pour autant, la prudence reste de mise. Le désendettement public, les arbitrages budgétaires et la pression sur les finances de l'État limitent les marges de manœuvre. Les dispositifs de soutien massif appartiennent au passé. L'économie française doit désormais avancer sans bêquilles, en s'appuyant sur ses fondamentaux.

Le marché du travail devrait, lui, rester relativement résilient, avec un niveau d'emploi globalement stable. Mais derrière cette solidité apparente se cachent de fortes disparités sectorielles. Certains métiers demeurent en tension, tandis que d'autres subissent plus directement les effets du ralentissement économique.

Ce que 2026 implique pour les professionnels

Pour les dirigeants, indépendants et entrepreneurs, 2026 n'est pas une année à subir. C'est une année à lire, à interpréter, à anticiper.

Dans un environnement où la croissance est limitée et l'inflation contenue mais encore présente, la performance ne vient plus de l'expansion rapide, mais de la qualité des décisions.

Cela implique plusieurs priorités claires :

- une gestion fine de la trésorerie,
- une vigilance accrue sur les coûts fixes,
- des investissements ciblés, pensés sur le moyen terme,
- et une approche stratégique du financement, plus que jamais.

Le contexte économique impose également une réflexion plus globale sur les modèles d'affaires. La digitalisation, la transition énergétique, la sécurisation des activités et la diversification des revenus ne sont plus des options. Ce sont des leviers de résilience.

2026, une année de maturité économique

Au fond, 2026 ne sera ni une année d'euphorie, ni une année de crise. Ce sera une année de maturité. Une année où la croissance reste mesurée, où l'inflation a reflué sans disparaître totalement, et où les repères se recomposent. Un environnement moins brutal qu'hier, mais plus exigeant qu'avant.

Dans ce monde plus lent et plus sélectif, la différence ne se fait plus sur la capacité à croître vite, mais sur la capacité à décider juste. Comprendre les dynamiques économiques, anticiper les cycles, arbitrer avec méthode devient un avantage décisif pour les dirigeants et les indépendants.





A retenir pour 2026

Une croissance mondiale modérée

La croissance mondiale devrait évoluer autour de 2,5 à 3 %.

Pas de récession globale, mais un rythme plus lent qu'avant.

Les stratégies gagnantes seront celles de la consolidation plutôt que de l'expansion rapide.

Une croissance française modeste

En France, la croissance attendue tourne autour de 1 %. La consommation soutient l'activité, dans un contexte budgétaire plus contraint et sans soutien massif de l'État.

Une inflation sous surveillance

La hausse des prix a nettement ralenti. L'inflation n'est plus un choc, mais un paramètre à intégrer. Vigilance sur les services, les coûts salariaux et certaines matières premières.

Décider mieux plutôt que courir plus vite

2026 valorise la lucidité, la préparation et les choix structurés : trésorerie maîtrisée, investissements ciblés, financement anticipé et modèles économiques plus résilients.





#Gestion & Stratégie

LES ATOUTS DU CRÉDIT-BAIL

Dans la vie d'une entreprise, l'investissement est souvent une étape clé... et parfois un frein. Achat de matériel, de véhicules, d'équipements informatiques ou industriels : ces dépenses peuvent peser lourd sur la trésorerie, surtout dans les phases de développement.

C'est précisément dans ce contexte que le crédit-bail s'impose comme une solution de financement particulièrement pertinente.

Souvent mal connu ou réduit à une simple alternative au prêt bancaire classique, le crédit-bail est en réalité un outil stratégique, à la fois souple, lisible et adapté aux enjeux des professionnels.

■ Le principe du crédit bail

Le crédit-bail repose sur un mécanisme simple : un établissement financier achète le bien choisi par l'entreprise et le met à sa disposition en contrepartie du paiement de loyers.

À l'issue du contrat, l'entreprise dispose généralement d'une option d'achat, lui permettant de devenir propriétaire du bien pour une valeur résiduelle définie à l'avance.

Autrement dit, l'entreprise utilise le bien immédiatement, sans en supporter le coût d'acquisition dès le départ.

■ Préserver sa trésorerie et sa capacité d'investissement

Premier atout majeur du crédit-bail : il préserve la trésorerie.

Contrairement à un achat comptant ou à un crédit classique nécessitant souvent un apport, le crédit-bail permet de financer jusqu'à 100 % du bien. Les loyers sont étalés dans le temps, ce qui facilite la gestion financière et évite de fragiliser le fonds de roulement.

Cette souplesse est particulièrement appréciable pour :

- les entreprises en croissance,
- les structures récemment créées,
- les dirigeants souhaitant conserver des marges de manœuvre pour d'autres projets.

■ Un impact maîtrisé sur le bilan

Sur le plan comptable, le crédit-bail présente également un avantage non négligeable. Le bien financé n'apparaît pas à l'actif du bilan de l'entreprise tant que l'option d'achat n'est pas levée.

Résultat : l'endettement apparent est limité, ce qui peut être un atout dans la relation avec les partenaires financiers.

Les loyers sont, quant à eux, comptabilisés en charges d'exploitation, offrant une lecture plus souple des équilibres financiers.

Gestion & Stratégie

■ Une fiscalité souvent avantageuse

Les loyers de crédit-bail sont généralement déductibles du résultat imposable, ce qui permet d'optimiser la fiscalité de l'entreprise.

Cette déductibilité contribue à lisser l'effort financier et à réduire l'impact global de l'investissement sur le résultat.

Dans certains cas, la TVA est également récupérable selon la nature du bien financé, ce qui renforce encore l'intérêt du dispositif.

■ Flexibilité et adaptation aux besoins réels

Le crédit-bail s'adapte à de nombreux types de biens : véhicules professionnels, machines, équipements techniques, matériel informatique, voire immobilier dans certains cas.

La durée du contrat est ajustée à la durée d'utilisation réelle du bien, et l'entreprise conserve une vraie liberté en fin de contrat :

- lever l'option d'achat,
- restituer le bien,
- ou renouveler l'équipement avec un nouveau contrat.

Cette flexibilité est précieuse dans un environnement économique où les cycles technologiques et les usages évoluent rapidement.

■ Un outil de gestion, pas seulement un financement

Le crédit-bail ne doit pas être vu comme un simple mode de paiement, mais comme un outil de pilotage. Il permet au dirigeant d'investir, de se développer et de rester compétitif, sans alourdir excessivement la structure financière de son entreprise. Comme toute solution de financement, il mérite toutefois une analyse fine : type de bien, durée, conditions contractuelles, option de sortie.

Fiche pratique : le crédit-bail

■ Investir sans fragiliser sa trésorerie

- À quoi ça sert ? Financer un bien professionnel sans mobiliser de trésorerie immédiatement
- Pour qui ? Dirigeants, indépendants, entreprises en développement
- Quand y penser ? Lors d'un investissement matériel, véhicule ou équipement stratégique

■ Le principe, simplement

Le crédit-bail repose sur un mécanisme simple : un établissement financier achète le bien choisi par l'entreprise et le met à sa disposition en contrepartie du paiement de loyers. À l'issue du contrat, l'entreprise peut :

- lever l'option d'achat et devenir propriétaire,
- restituer le bien,
- ou renouveler l'équipement.

■ Les principaux avantages

- Préservation de la trésorerie : aucun décaissement massif au démarrage, pas ou peu d'apport.
- Financement jusqu'à 100 % : le bien est financé dans sa totalité.
- Impact maîtrisé sur le bilan : le bien n'apparaît pas à l'actif tant que l'option d'achat n'est pas levée.
- Fiscalité souvent avantageuse : les loyers sont généralement déductibles du résultat imposable.
- Souplesse en fin de contrat : achat, restitution ou renouvellement selon la situation de l'entreprise.

■ Est-ce fait pour vous ?

- vous investissez dans du matériel, un véhicule ou un équipement,
- vous souhaitez préserver votre capacité d'emprunt,
- vous êtes en phase de développement ou de modernisation.



#Comprendre

LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES MANDATAIRES SOCIAUX

Le dirigeant d'une entreprise, qu'elle soit privée ou publique, engage sa responsabilité dans l'exercice quotidien de ses fonctions. Contrairement à une idée encore très répandue, cette responsabilité n'est pas uniquement celle de la société. À titre personnel, le mandataire social peut être mis en cause et poursuivi, avec un risque direct sur son patrimoine personnel.

C'est précisément pour répondre à ce risque que l'assurance de responsabilité civile du mandataire social (RCMS) a été conçue. Elle constitue aujourd'hui un pilier essentiel de la protection du dirigeant, au même titre que les assurances couvrant l'activité de l'entreprise.

Comprendre

■ Exemples de mise en cause du dirigeant d'entreprise

Les situations pouvant conduire à une mise en cause personnelle du dirigeant sont nombreuses et parfois inattendues.

Parmi les exemples les plus fréquents :

- non-respect d'une réglementation spécifique à l'activité de l'entreprise,
- discrimination à l'embauche ou dans la gestion des ressources humaines,
- faute de gestion ou décision stratégique contestée,
- manquement aux règles de sécurité ou de prévention des risques,
- défaut d'information des associés ou des actionnaires.

Il suffit qu'une faute, réelle ou alléguée, soit imputée au dirigeant et qu'un préjudice soit invoqué pour que sa responsabilité puisse être engagée. Même en l'absence de condamnation finale, les frais de procédure et de défense peuvent rapidement devenir lourds.

■ Qui peut engager la responsabilité personnelle du dirigeant ?

La liste des personnes susceptibles d'agir est particulièrement large.

Peuvent notamment engager une action :

- les pouvoirs publics ou les autorités de contrôle,
- l'entreprise elle-même, par l'intermédiaire de ses associés ou actionnaires,
- des salariés,
- des tiers : clients, fournisseurs, partenaires, concurrents.

Autrement dit, toute personne physique ou morale s'estimant lésée peut décider d'engager la responsabilité personnelle du dirigeant, dès lors qu'elle estime avoir subi un préjudice.

Comprendre

■ À quoi sert l'assurance RCMS ?

C'est souvent sur ce point que les confusions apparaissent.

En cas de mise en cause à titre personnel du mandataire social :

- l'entreprise ne peut pas légalement prendre en charge les frais de défense du dirigeant,
- les contrats souscrits par l'entreprise (responsabilité civile d'exploitation, protection juridique, etc.) n'interviennent pas,
- et en cas de condamnation, c'est bien le patrimoine personnel du dirigeant qui est exposé.

L'assurance RCMS vient combler ce vide de protection.

Elle permet notamment :

- la prise en charge des frais de défense (avocats, expertises, procédures),
- la protection du patrimoine personnel du dirigeant en cas de condamnation civile,
- selon les contrats, un accompagnement renforcé, pouvant aller jusqu'à un soutien psychologique, dans des situations souvent éprouvantes.

■ Une protection indispensable pour exercer sereinement

L'assurance RCMS ne vise pas à déresponsabiliser le dirigeant, mais à lui permettre d'exercer ses fonctions avec plus de sérénité, en sachant que son patrimoine personnel et sa situation familiale ne seront pas fragilisés par une mise en cause professionnelle.

Chaque situation étant différente, les garanties et les niveaux de couverture doivent être adaptés au profil du dirigeant, à la taille de l'entreprise et à son secteur d'activité.

Fiche pratique : la RCMS

■ Protéger le dirigeant, pas seulement l'entreprise

- À quoi ça sert ? Protéger le dirigeant en cas de mise en cause personnelle
- Qui est concerné ? Dirigeants de sociétés, mandataires sociaux, dirigeants de fait
- Pourquoi c'est essentiel ? Parce que le patrimoine personnel peut être exposé

■ Ce que beaucoup ignorent

En cas de mise en cause personnelle du dirigeant :

- l'entreprise ne peut pas légalement prendre en charge ses frais de défense,
- les assurances de l'entreprise (RC pro, RC exploitation...) n'interviennent pas,
- et en cas de condamnation, le patrimoine personnel du dirigeant est directement exposé.

C'est précisément ce vide que la RCMS vient combler.

■ Les idées reçues

- « Je suis en SARL, je suis protégé » → Faux
- « Mon assurance professionnelle suffit » → Faux
- « Je n'ai rien à me reprocher » → Insuffisant

La mise en cause peut intervenir même sans condamnation finale.

■ Ce que couvre la RCMS

Selon les contrats, l'assurance RCMS permet notamment :

- la prise en charge des frais de défense (avocats, expertises, procédures),
- la couverture des condamnations civiles,
- la protection du patrimoine personnel du dirigeant,
- parfois un accompagnement renforcé dans des situations sensibles.

#tips

5 OUTILS NUMÉRIQUES INDISPENSABLES POUR GÉRER SON ENTREPRISE COMME UN PRO

Dans le monde de l'entrepreneuriat, la gestion quotidienne d'une entreprise peut vite devenir un casse-tête. Heureusement, la technologie offre des solutions efficaces pour simplifier la vie des entrepreneurs. Voici 5 outils de gestion incontournables qui vous aideront à organiser vos tâches, collaborer avec votre équipe et booster votre productivité.

1

TRELLO : ORGANISEZ VOS PROJETS AVEC CLARTÉ

Trello est un outil de gestion de projet basé sur le principe du tableau Kanban. Il permet de créer des listes de tâches organisées en cartes que vous pouvez déplacer à travers différentes colonnes (par exemple : à faire, en cours, terminé).

- Pourquoi c'est indispensable ?
Trello offre une vue d'ensemble claire sur vos priorités et celles de votre équipe.
- Idéal pour : Les entrepreneurs qui gèrent plusieurs projets simultanément.
- Astuce pro : Intégrez des deadlines et des rappels pour ne rien oublier.

- Trello
- Quickbooks
- Canva
- Slack
- Google Workspace

Passez à l'action avec ces outils indispensables !

QUICKBOOKS : GÉREZ VOS FINANCES EN TOUTE SIMPLICITÉ

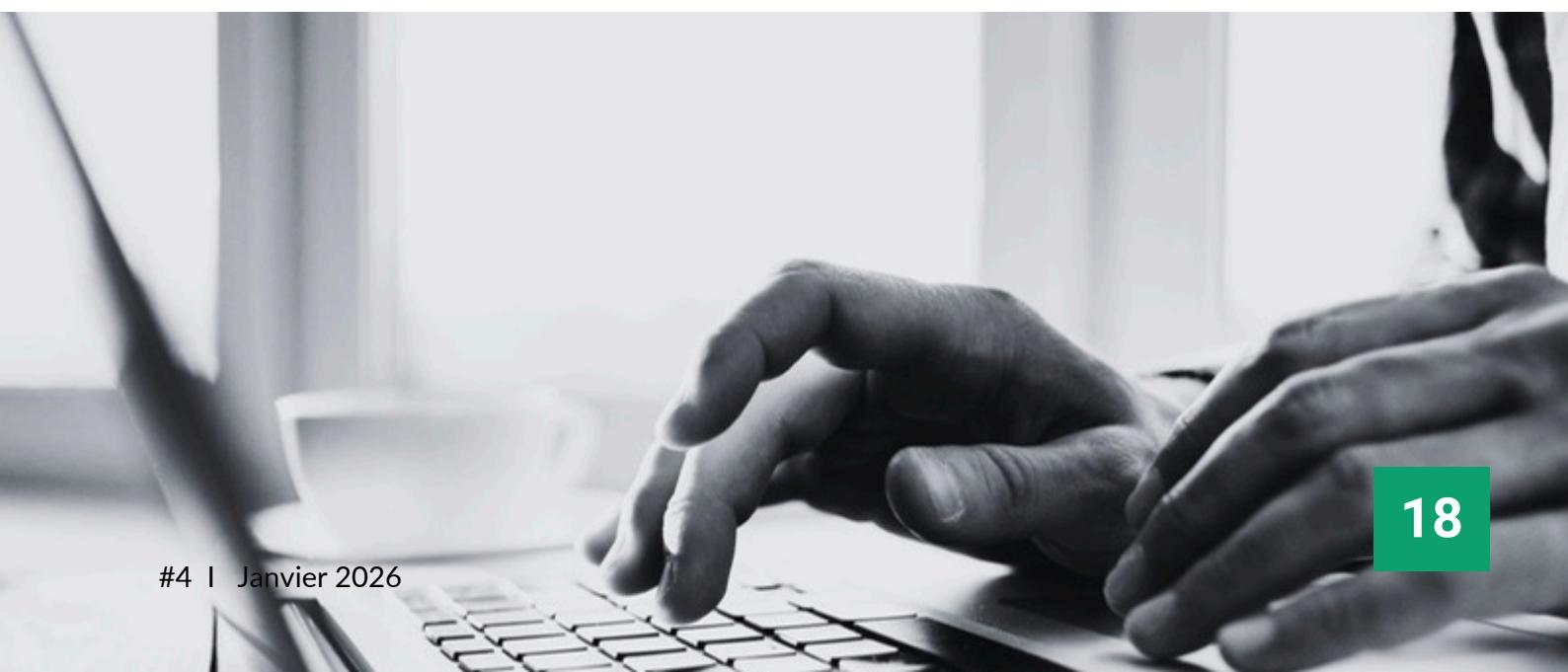
QuickBooks est une solution de comptabilité en ligne conçue pour les petites entreprises. Elle vous permet de suivre vos dépenses, émettre des factures, et préparer vos déclarations fiscales.

- Pourquoi c'est indispensable ? Tout est centralisé, ce qui vous fait gagner un temps précieux.
- Idéal pour : Les entrepreneurs qui souhaitent garder le contrôle de leurs finances sans avoir besoin d'un comptable à temps plein.
- Astuce pro : Connectez QuickBooks à votre compte bancaire pour une mise à jour automatique de vos transactions.

CANVA : CRÉEZ DES VISUELS PROFESSIONNELS EN UN CLIC

La communication visuelle est essentielle pour toute entreprise. Canva est une plateforme intuitive qui permet de créer des designs pour les réseaux sociaux, des présentations, des flyers, et bien plus encore.

- Pourquoi c'est indispensable ? Canva offre des modèles préconçus adaptés à tous les besoins, même sans compétences en design.
- Idéal pour : Les entrepreneurs qui veulent une présence visuelle professionnelle sans investir dans un designer.
- Astuce pro : Utilisez la version payante pour accéder à des éléments graphiques avancés et des options de personnalisation supérieures.



4

SLACK : BOOSTEZ LA COMMUNICATION AU SEIN DE VOTRE ÉQUIPE

Slack est une application de messagerie dédiée à la collaboration. Elle permet de créer des canaux de discussion par projet ou par thématique, d'envoyer des fichiers et de travailler en équipe de manière efficace.

- Pourquoi c'est indispensable ? Une communication fluide évite les malentendus et améliore la productivité.
- Idéal pour : Les équipes qui travaillent à distance ou sur des projets collaboratifs.
- Astuce pro : Intégrez Slack à d'autres outils comme Trello ou Google Drive pour centraliser les informations.

5

GOOGLE WORKSPACE : COLLABOREZ EN TEMPS RÉEL

Google Workspace (anciennement G Suite) regroupe des outils comme Gmail, Google Drive, Google Docs et Google Meet. C'est un écosystème complet pour collaborer et partager des documents en temps réel.

- Pourquoi c'est indispensable ? Tout est accessible sur le cloud, ce qui permet de travailler depuis n'importe où.
- Idéal pour : Les entrepreneurs qui ont besoin de collaborer avec des clients ou des équipes dispersées.
- Astuce pro : Utilisez Google Forms pour créer rapidement des sondages ou des formulaires personnalisés.





Made in Pro

Pour celles & ceux
qui entreprennent